
CTL du 22 janvier 2015 Déclaration liminaire

Madame la Présidente,

Ce n'est un secret pour personne, le budget de la DDFIP, en baisse de 2,2% (hors dépenses de personnel) et les 1934 suppressions nettes d'emplois que subit notre administration pour l'exercice 2015, découlent directement du pacte de responsabilité. Ils s'inscrivent directement dans le cadre des économies de 50 milliards prévues sur plusieurs années afin de financer les dispositions fiscales favorables aux entreprises, dont l'efficacité en matière économique est loin d'être avérée.

Depuis sa création, la DGFIP aura perdu 13354 emplois.
Les services tentent de fonctionner sur des budgets en réduction constante.

Dans le même temps, les personnels subissent, pour la 5^{ème} année consécutive, le gel des traitements, ce qui génère de sérieuses difficultés en termes de pouvoir d'achat.

Dans un tel contexte, ces nouvelles suppressions d'emplois sont inacceptables et insupportables pour nos collègues.

Le baromètre social nous a indiqué que la souffrance au travail des agents corréziens était importante et réelle. D'ailleurs vous en avez tenu compte en mettant en place un groupe de travail.

Les élections professionnelles de décembre 2014 nous ont donné l'occasion d'aller rencontrer les agents dans tous les postes et services du département. Partout nous avons rencontré des collègues à bout de force, surchargés de travail, qui ont du mal à assurer l'exercice de leurs missions. Tous attestent qu'un simple congé maladie suffisait à mettre le service en péril en générant une surcharge de travail insupportable pour les autres collègues. Et nous avons entendu régulièrement « si on nous supprime un poste, on ne pourra plus y arriver ».

Peu importe les services dans lesquels vous avez choisi de localiser les suppressions d'emplois. Quels qu'ils soient, il y aura des agents qui auront à subir une aggravation de leurs conditions de travail et dont la santé risque d'être mise en danger.

**Les représentants des personnels Force Ouvrière n'acceptent pas cela.
Ils revendiquent plus que jamais le retrait du Pacte de Responsabilité et l'arrêt de la démarche stratégique.
En conséquence, ils ne participeront pas à la répartition de la pénurie et voteront contre les 10 suppressions d'emplois.**